

Questions orales

M. Gauthier: Monsieur le Président, j'ai demandé si le gouvernement était au courant d'une autre fuite, pas le ministre lui-même parce que je n'ai plus confiance en lui. Il a perdu toute crédibilité.

Des voix: Oh, oh!

[Français]

M. Gauthier: Monsieur le Président, la crédibilité du ministre dans cette affaire a disparu, elle a fondu un peu comme la neige au soleil. Le ministre avait deux responsabilités: premièrement, protéger le secret du Budget et, deuxièmement, dire la vérité aux Canadiens. Il a failli honteusement dans les deux cas. Monsieur le Président, je demande au ministre: Démissionnez donc aujourd'hui!

[Traduction]

M. le Président: Le député n'écoutait peut-être pas attentivement quand je suis intervenu tantôt.

M. Valcourt: Il se moque de ce que vous dites.

M. le Président: J'ai demandé aux députés de laisser à la présidence le soin de régler cette affaire. Le député de Nickel Belt.

ON INTERROGE LE MINISTRE SUR LA CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. D'après des réponses qu'il nous donne aujourd'hui je suppose qu'il s'attend à ce que la Chambre et les Canadiens croient qu'il a été traité sans égards.

Je voudrais lui demander précisément si, en fait, un cabinet a appris avant la période des questions que le président d'une très importante compagnie d'assurances avait appelé, afin de signaler que sa société avait obtenu une copie du Budget avant qu'il ne soit rendu public. Le ministre n'a pas été informé. Imaginez un peu. Le ministre des Finances, le ministre le plus puissant du pays, n'a même pas été avisé par ses collaborateurs. Ainsi, il est venu à la période des questions, il est retourné à son cabinet et il a alors appris la nouvelle.

M. Andre: Quelqu'un connaît-il Beauchesne?

M. Rodriguez: Le ministre des Finances pourrait-il dire à la Chambre, car il n'a pas répondu à la question de mon chef, s'il a demandé à ses collaborateurs pourquoi il n'avait pas été mis au courant de tout ceci, avant de se rendre à la période des questions? Deuxièmement s'est-il assuré que les membres de son personnel avaient informé le premier ministre, le chef du pays? A-t-il

téléphoné au premier ministre, afin de lui transmettre les renseignements en question? Nous ne parlons pas d'allégations, mais bien de faits. Le ministre des Finances a-t-il pris les mesures en question?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne vais pas discuter à la Chambre de mes rapports avec mes collaborateurs. Cela ne regarde que nous.

En ce qui a trait à un avis possible adressé au Bureau du Conseil privé, j'ai précisé très clairement dans ma réponse à son chef tout à l'heure que oui, le Bureau du Conseil privé a été avisé peu après la GRC, et que les intéressés ont ensuite informé le premier ministre.

M. Rodriguez: Monsieur le Président, nos questions ne portent pas en l'occurrence sur une enquête de la GRC. Il s'agit du comportement politique et éthique d'un ministre à la Chambre des communes.

LE COMPORTEMENT DES COLLABORATEURS

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, les Canadiens ont le droit d'être mis au courant. Lorsqu'il est retourné à son cabinet, après la période des questions, le ministre des Finances a-t-il demandé à ses collaborateurs pourquoi il n'avait pas été informé? Il voudrait que les Canadiens croient qu'il a été traité sans le moindre égard. A-t-il demandé pourquoi il n'avait pas été informé et pourquoi on n'avait pas avisé le premier ministre, le chef du pays, au sujet du Budget, le document le plus important de l'histoire du Parlement?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai précisé très clairement que mes collaborateurs avaient avisé la GRC. C'était là leur première responsabilité et ils l'ont assumée dès qu'ils ont reçu les renseignements en question de la Mutuelle du Canada. Par la suite, ils m'ont mis au courant.

ON DEMANDE DE PRÉCISER LE SENS DE CERTAINS PROPOS

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le hansard d'hier, à la page 2147, rapporte les propos du ministre:

... le gouvernement était au courant de cette information.

Il faisait allusion à la fuite de la Mutuelle:

Le gouvernement, dans l'acception la plus vaste du terme, a été mis au courant de cette information entre la période des questions et 17 h 40 ce jour-là.»